

On ne peut focaliser notre révolte partagée uniquement sur la question de notre identité d'étudiant-e postsecondaire. Nous sommes des êtres totaux et chacune de ces sphères séparées nous touchent à un moment ou à un autre notre vie. Ne tombons pas dans une posture corporatiste incapable de comprendre la complexité de notre société. Ne faisons pas l'erreur de compartimenter dans des « boîtes » nos identités et statuts multiples qui s'entrecoupent constamment. En

## Comprendre la hausse des frais dans une perspective anticapitaliste

L'économie mondiale tente présentement de gérer une situation de crise financière qu'elle a elle-même créée et, partout dans le monde, c'est la population la plus pauvre qui en fait les frais. En Grèce, ce sont les mesures d'austérité qui créent des remous. Ailleurs, c'est le chômage ou bien encore la privatisation du commun qui fragilise le niveau de vie en privant toujours plus de gens de droits fondamentaux et de toute dignité. Au Canada, on nous annonce que nous devons trimer deux années de plus avant de pouvoir prendre notre retraite. Nous vivons aussi de tels plans d'austérité au Québec par la mise en place d'une « révolution tarifaire » qui participe au même processus de privatisation du commun autant dans le secteur de l'éducation que de la santé.

Cette hausse n'est pas le produit de l'imagination défailante de notre gouvernement, elle est l'une des réponses à la crise économique que nous vivons. La marchandisation de l'éducation, préconisée par plusieurs organisations économiques internationales, se déroule à l'échelle globale. Les pays occidentaux doivent reconverter leur économie pour produire des marchandises à haute teneur « in-

évitant le piège du corporatisme, nous évitons le piège de la division qui profite au gouvernement, aux recteurs, aux patrons et autres propriétaires. En refusant cette séparation qui nous est imposée, on se permet aussi de critiquer de manière globale le monde dans lequel on vit.

tellectuelle » puisque la production matérielle s'est progressivement déplacée vers les pays exploités du Sud-global. C'est pour répondre aux besoins du marché que nos frais d'études augmentent, au détriment de nos besoins. C'est donc contre les besoins du marché, contre les impératifs capitalistes et contre l'impérialisme de la division internationale que la lutte étudiante doit se mener.

Nous devons être porteur d'un projet de changement social et nous ne devons pas nous contenter de revendiquer que pour nous-même. La grève que nous allons mener doit chercher à mettre en branle une contestation sociale sortant des carcans du corporatisme portés par notre statut étudiant. Voilà le projet qui veut être amené que cette publication souhaite amener ainsi que celles qui suivront.

Il est impératif que les étudiant-e-s étendent la lutte à l'ensemble de la société et que l'on cherche à l'ébranler jusque dans ses fondements.

PROCHAINES  
PARUTIONS:

• LE CAPITALISME, ÇA NE PASSE PAS!

• LA GRATUITÉ SCOLAIRE,  
MAIS DES BANANES PAS  
TROP CHÈRES



# CECI N'EST PAS UNE GRÈVE ÉTUDIANTE NUMÉRO 1

# BLOQUONS LA HAUSSE ET PUIS APRÈS

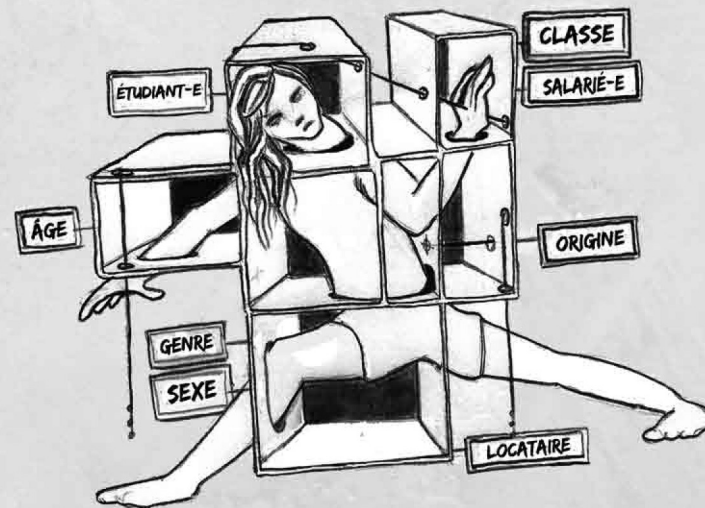
## Refuser les œillères qui nous sont proposées

Il serait malheureux de comprendre la grève en termes de mandats d'assemblée générale, de listes de revendications et de plans d'actions proposés en bonne et due forme. Les « considérations stratégiques » souvent évoquées par les « spécialistes » de la lutte étudiante nous apparaissent comme des œillères qui ont pour objectif de nous faire suivre un chemin clairement tracé directement vers la table des négociations avec le gouvernement. Pourtant, nous ne voulons pas nous y rendre si rapidement. Nous voulons nous laisser submerger par ce que la grève «est», en dehors de son caractère de « moyen de pression ». Nous voulons errer vers les routes secondaires et très certainement quitter les sentiers.

La grève est menaçante parce qu'elle court-circuite l'ordre qui cadence notre vie au quotidien. C'est dans ce moment de rupture que nous voulons nous ancrer. Nous cherchons à profiter de cet espace politique, que nous avons créé, pour pousser la réflexion de la lutte contre la hausse des frais de scolarité vers un horizon beaucoup plus vaste. C'est-à-dire que nous voulons creuser pour déterrer les fondations idéologiques qui soutiennent cette dixième hausse de frais et nous concentrer sur une compréhension de la grève non-exclusive aux « intérêts étudiants ».

Alors que nous sommes sur le point de nous engager

dans plusieurs semaines de luttes, de colère, de rage et de joie, prenons un peu de recul sur les raisons nous poussant à désertir les salles de cours. Le discours ambiant dans le mouvement étudiant centre les raisons de notre colère uniquement sur l'institution universitaire et la hausse des frais de scolarité imposée par le gouvernement. C'est donc une lutte sectorielle qui nous est offerte par les organisations étudiantes pour défendre notre statut d'étudiant-e universitaire. Nous refusons la séparation orchestrée par l'étroitesse d'un discours incapable d'entrevoir les différentes causes de notre misère quotidienne.



## Pour en finir avec le brouillard des symptômes

Pour combien de temps encore allons nous nous battre, année après année, contre des symptômes à la pièce sans mettre le doigt sur les causes qui sont voilées derrière ? Par peur de déplaire ou d'effrayer, allons-nous nous garder éternellement de dénoncer les maux en cachant dans des placards nos critiques ? Comment, sous les coups des reculs infligés au travers des décennies, arriver à formuler ce que nous voulons autrement que sous l'aspect de « réformes » restreintes et teintées de nostalgie ?

Lutte étroite après lutte étroite, la « liste d'épicerie » des attaques des gouvernements qui se succèdent, tous partis confondus, s'allonge pourtant année après année :

- Augmentation du coût des études post-secondaire, en raison de la hausse des droits de scolarité et des frais afférents, persistante depuis le début des années 1990;
- Explosion, accélérée depuis 1996, des frais différenciés pour les étudiant-e-s en provenance de l'étranger;
- Après le saccage de la « Réforme Axworthy » (1994), la « Réforme Legault » (2000) qui a enchaîné le budget des universités à la logique du chiffre;
- Brevetage des travaux de recherches d'étudiant-e-s-chercheur-e-s au profit de firmes privées, sans parler des centres de recherche subventionnés façon « PPP », des « Campus Ubis oft » ou des programmes labellisés « Club Med »;
- Menaces répétées d'abolir les Cégeps ou encore d'amputer le cursus général;
- Coupure de « 103 millions » (2004-2005) accompagnée d'une contre-réforme de l'aide financière;
- Loi sur la gouvernance des Universités (2008), véritable assimilation au fonctionnement des entreprises;
- Coupures cumulées de dizaines de millions dans les Cégeps, orchestrées dans l'intention d'implanter, à terme, des frais aussi élevés que dans les universités;
- Projet de standardisation des diplômes par « l'assurance-qualité » (inspiré du « Processus de Bologne »), dans le but de créer un marché mondial et une concurrence entre universités basée sur le « modèle américain »;
- Ingérence grandissante de compagnies privées sur les campus : contrat d'exclusivité Pepsi Cola, publicités dans les toilettes, chaînes de fast-food, monopoles alimentaires, ou cafétérias privées.

Même si nous arrivons parfois à parler de « droit à l'éducation » en critiquant la « marchandisation de l'éducation » et « l'économie du savoir », il est plutôt rare que nous arrivions à sortir du langage des chiffres censé rendre acceptable notre critique aux yeux d'une quelconque « opinion publique » fictive. Même quand il ne s'agit de parler que d'éducation, nous sommes hésitant-e-s à lier les diverses attaques pour donner un nom au fond du problème.

Quand on nous demande de résumer notre lutte, on répond qu'on s'implique dans un « mouvement de grève contre la hausse des frais de scolarité », même si nous sommes convaincu-e-s qu'il est réducteur de la décrire ainsi. Alors que les assemblées générales retentissent de cris de cœur autrement plus engageants, que les gens parlent de société, de pauvreté, d'enfants à charge, et s'insurgent contre l'ensemble des oppressions, nos luttes semblent prisonnières d'un secteur « postsecondaire » et entravées dans leur élan pour s'associer aux autres luttes sociales. Et ce, comme si l'éducation existait dans un monde à

part, sans lien avec les autres attaques proférées par l'élite sur le dos des classes populaires.

Nous sommes fatigué-e-s de répéter tout les sept ans le théâtre qui nous est imposé de l'extérieur sous la forme de luttes défensives et corporatistes se terminant presque toujours par un sinistre retour à la normale. La grève nous offre une brèche et à travers elle, il nous est donné de réaliser que ce monde pourrait être autrement.

## Sortons des carcans de notre statut étudiant

En sortant des salles de cours de nos cégeps et universités, nous ne nous exilons pas dans une sphère séparée et idyllique. C'est d'abord un job précaire qui nous attend où notre boss nous considère comme une pièce interchangeable. Dévalorisé, précaire, aliénant, les mots ne manquent pas pour définir nos jobs dans la restauration, le commerce de détail, les hôpitaux, les centres d'appel... En quittant notre travail, nous retournons dans nos quartiers où le prix de nos logements mal entretenus explose avec la spéculation immobilière des propriétaires. Ce n'est pas nous qui habitons les « condos ». Nos appartements étant souvent mal isolés, nous sommes les premiers et premières touché-e-s par l'explosion des coûts d'électricité, nous laissant le choix tronqué entre la pauvreté ou le froid.

De retour dans la sphère privée, nous ne sortons pas des rap-

ports de domination traversant la société. Dans le privé, les femmes sont les premières touchées par l'accélération et la précarisation de nos vies; en effet, ce sont ces dernières qui seront les plus durement touchées par l'endettement, notamment car elles occupent souvent les emplois les plus précaires et mal rémunérés.

Un autre écueil nous menace en situant notre critique des entraves au droit à l'éducation uniquement au niveau universitaire. La réforme de l'éducation au niveau primaire et secondaire participe au même processus de marchandisation de l'éducation dans lequel les élèves sont considérés comme une main-d'œuvre à venir. C'est ainsi que les étudiant-e-s échouant plusieurs cours sont invités par le système scolaire à faire des « stages » dans des emplois précaires afin d'être initié-e à l'exploitation salariée. Au niveau collégial, le processus de marchandisation s'articule à travers les coupures de plusieurs millions de dollars du gouvernement. Ce dernier, on s'en doute bien, justifiera dans quelques années l'imposition de frais de scolarité au Cégep pour combattre ce sous-financement créé par l'État lui-même.